

Force est d'admettre qu'actuellement, le contexte de l'école qu'il soit intra ou extra-muros ne favorise pas des réponses claires à tous ces questionnements. La réplique opérationnelle à la situation actuelle de l'enseignement, en Algérie, devrait être fondée sur une approche de planification stratégique à moyen et à long termes. Les dysfonctionnements du système dans son ensemble et l'insuffisance de qualité ne peuvent trouver de solution rapide et efficace qu'à travers une approche systémique globale. A ce titre, le rehaussement du niveau des connaissances et des

perspective, entourée de tout le sérieux requis en la circonstance, la mise en place de systèmes de validation de l'apprentissage non scolaire peut être étudiée pour donner une chance à tous ceux qui ont quitté le système éducatif. Partout dans le monde, l'éducation est un des points fondamentaux pour l'avenir des générations futures. C'est le cas de l'Algérie qui, à l'instar des Etats membres de l'Unesco, a inscrit l'Education pour tous (EPT) comme objectif prioritaire. Si des efforts incontes- tables ont été faits pour favoriser la scola- rité du plus grand nombre, il convient de

**La réplique opérationnelle à la situation actuelle de l'enseignement, en Algérie, devrait être fondée sur une approche de planification stratégique à moyen et à long termes. Les dysfonctionnements du système dans son ensemble et l'insuffisance de qualité ne peuvent trouver de solution rapide et efficace qu'à travers une approche systémique globale. A ce titre, le rehaussement du niveau des connaissances et des compétences des universités nationales et l'assurance qualité appellent à des mesures de modernisation jusque-là très peu explorées.**

compétences des universités nationales et l'assurance qualité appellent à des mesures de modernisation jusque-là très peu explorées. La contribution des cadres nationaux à l'étranger est une valeur ajoutée inestimable pour l'accélération du processus de refondation du système de formation, de croissance et de développement durable. L'assistance technique étrangère ne peut avoir une place utile que dans la mesure où elle remplit une fonction de complémentarité et non de substitution. Des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, bénéficient de plus en plus d'un capital humain de haut niveau de compétitivité qui les projette, aujourd'hui, au premier rang de la croissance mondiale. La mondialisation et la révolution technologique, compliquées par une aggravation des inégalités, dans le monde, appellent à de nouvelles réponses aux besoins en matière d'éducation et de formation. Les programmes scolaires ne préparent pas toujours idéalement aux attentes du marché du travail. Dans les pays développés, on estime qu'entre 10 et 20% des besoins globaux de la population en matière d'apprentissage ne sont pas satisfaits par les systèmes d'enseignement traditionnel existants. L'apparition de nouveaux concepts, tels que l'apprentissage non scolaire, l'éducation permanente, l'enseignement à distance, l'apprentissage en ligne et la formation sur le terrain montrent que l'éducation revêt des formes de plus en plus diverses qui sortent du cadre traditionnel de la salle de classe. Dans cette

relever que cette massification s'est faite au détriment de la qualité de l'enseignement. Selon le rapport de l'Unesco portant sur l'évaluation de l'EPT à l'an 2000, le système algérien est fortement marqué par de sérieux dysfonctionnements tels que les taux de redoublement et d'abandon élevés tant au niveau de l'enseignement de base que secondaire (voir «Unesco : Bilan de l'éducation pour tous à l'an 2000», dans World Youth Report). Selon ce rapport : «Enseignants et formateurs manquent singulièrement de formation, de moyens de soutien, de supports pédagogiques et de conditions favorables pour mener leur tâche à bien, ce qui entame la qualité de l'enseignement dispensé aux jeunes.» Le rapport d'évaluation de l'EPT, tout en soulignant que les résultats obtenus sont très en deçà des dépenses engagées, conclut que «l'école fondamentale est incapable de faire parvenir une grande proportion d'élèves jusqu'en fin de cursus scolaire, et encore moins celui de leur fournir les compétences nécessaires pour leur permettre de réussir au diplôme de fin de cycle» ; nul besoin de commentaire. Les jeunes Algériens ne doivent plus servir de cobayes, ils ont droit à une école digne de ce nom. Pour ce faire, il est aussi du devoir des parents de prendre leur responsabilité pour soutenir la volonté politique nécessaire à pareille entreprise. Il est temps de mettre fin aux idées obscurantistes, à l'invective et au discours sectaire dans lesquels l'on cherche à emprisonner l'école en Algérie. Son avenir, œuvre de véritables

compétences et de formateurs chevronnés, doit se construire autour de l'intérêt national, avec des arguments pédagogiques et scientifiques. Pareille démarche est indispensable si l'on veut que l'école algérienne soit de qualité, en phase avec le progrès et la modernité.

Au vu des années qui passent, chacun peut observer, dans le secteur de l'éducation, une baisse du moral parallèle à la détérioration du statut social des enseignants et de leurs conditions de travail. Fatalement, leur motivation faiblit. Au moins trois types de mesures fondamentales paraissent nécessaires au renforcement du rôle de l'enseignant et à sa participation à l'effort d'amélioration du système de formation. Il s'agit notamment :

- d'accentuer notablement la professionnalisation des enseignants en modifiant profondément leur formation initiale et en mettant l'accent sur leur formation continue ;
- de valoriser auprès des enseignants le potentiel des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- d'accorder plus d'importance aux qualités personnelles des professionnels et de stimuler leur engagement et leur prise de responsabilités. Leur statut social mérite une attention particulière. Dans ce cadre, la gratification morale serait également utile. Pourquoi ne pas réfléchir à la création d'une médaille ou autre distinction qui récompense les enseignants et institutions pédagogiques pour l'originalité ou l'efficacité de leurs méthodes ? La recommandation OIT/Unesco concernant la condition du personnel enseignant est particulièrement d'actualité. Adopté en 1966 à l'Unesco, ce texte sur le statut, la sécurité et les

authenticité «soporifique» qu'alimentent de façon incessante de préjudiciables luttes d'appareils. Les Algériens ne peuvent continuer à supporter des postures politiques, opportunistes et irresponsables qui poussent à maintenir l'éducation de leurs enfants otage de discours éculés, de slogans périmés et démagogiques. Les apprentis sorciers ne peuvent continuer à se cacher derrière des débats biaisés ni méconnaître l'état de sclérose et de sinistrose du système de formation ou encore moins, réclamer le maintien d'une situation déplorable à laquelle ils ont contribué. L'actuelle ministre de l'Education, M<sup>me</sup> Nouria Benghebrit, mérite notre modeste soutien. Elle, qui essaie, non sans courage et détermination, de dénouer certains problèmes pour améliorer un système éducatif gangrené et sérieusement altéré. Il s'agit de l'avenir de nos enfants, de l'avenir de l'Algérie. Comment garder le silence face à ceux qui cherchent à empêcher tout espoir de renouveau avec pour seule arme : le terrorisme intellectuel. Le problème essentiel qu'il faut affronter se résume fondamentalement à la problématique d'une éducation moderne, de qualité et aux choix des voies et moyens d'y parvenir. Des efforts considérables ont été déployés pour mettre en œuvre le droit à l'éducation en Algérie. Aujourd'hui, il est temps de faire du droit à une éducation de qualité une réalité pour tous, voire une priorité absolue. Cela ne peut se réaliser sans de solides cadres juridiques et politiques nationaux qui établissent les fondements et créent les conditions de l'offre durable d'une éducation de qualité. Loin de toute exclusion, exclusive ou intolérance, il revient à toutes les forces politiques et

**Les jeunes Algériens ne doivent plus servir de cobayes, ils ont droit à une école digne de ce nom. Pour ce faire, il est aussi du devoir des parents de prendre leurs responsabilités pour soutenir la volonté politique nécessaire à pareille entreprise. Il est temps de mettre fin aux idées obscurantistes, à l'invective et au discours sectaire dans lesquels l'on cherche à emprisonner l'école en Algérie.**

conditions de travail des enseignants a inspiré depuis lors de nombreuses législations nationales. Il est temps que les Algériens se mobilisent autour de l'urgente nécessité à bâtir une éducation moderne et de qualité afin de mettre notre pays au diapason du troisième millénaire. Ignorer l'échec du système éducatif actuel c'est refuser d'opter pour un avenir à la mesure des potentialités nationales, des avancées scientifiques et des nécessités d'un développement durable. C'est également choisir la stagnation, l'échec et la résignation, nourris par une idéologie désuète, une

sociales de «bâtir» un véritable pacte républicain pour l'éducation afin d'impulser l'indispensable volonté politique qui doit porter ce choix patriotique et en conséquence l'école algérienne au diapason du troisième millénaire... Là, comme ailleurs, un large consensus est souhaitable.

**H.-H.O.**  
**\* Hocine-Hamid Oussedik, ancien responsable de l'éducation préventive et du sport auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).**